

Aux origines du CPS X

Une histoire ancienne

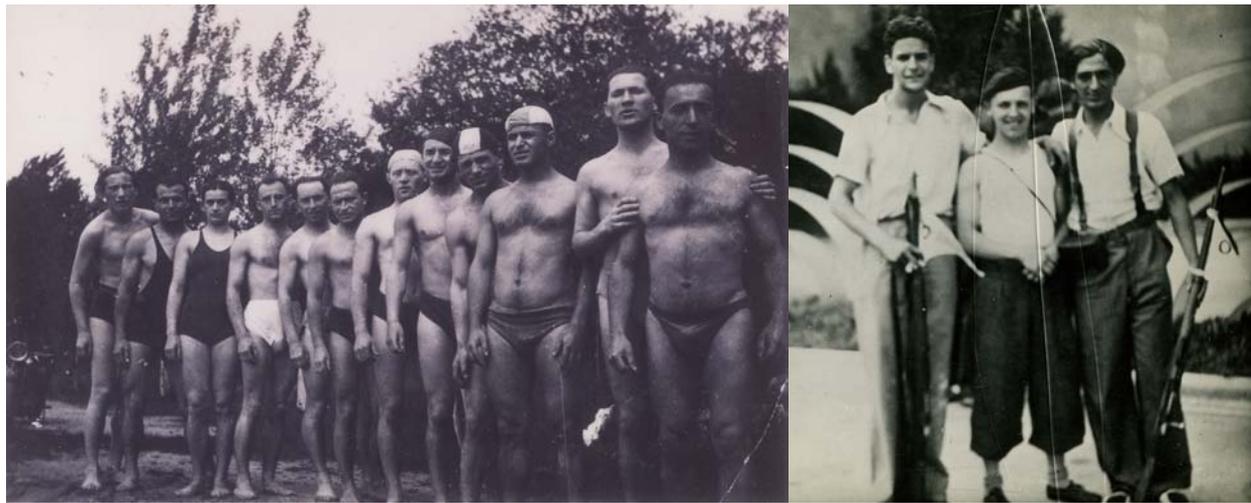
L'histoire fondatrice du CPS X peut paraître aux adhérents d'aujourd'hui très éloignée. Et cela pas uniquement à cause du temps passé depuis 1935.

Les adhérents actuels ont peut-être découvert dans nos rangs un esprit particulier : le sport au CPS X ne se résume pas à une recherche outrancière de la performance. Mais aujourd'hui, l'adhésion au CPS X n'est pas liée à un choix politique.



Les premiers adhérents du CPS X, durant les années 1930, étaient également des fondus d'une ou plusieurs pratiques sportives. Ce qui, à l'époque, n'était pas facile dans un arrondissement pauvre.

Mais ces jeunes sportifs étaient aussi fortement motivés par un engagement politique à gauche. Tout dans leur environnement les poussait vers cet engagement : la misère, les injustices, la menace du fascisme qui, après l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne, n'allait pas tarder de s'abattre sur la France.



De jeunes sportifs parisiens participaient aux « Olympiades populaires » de 1936 à Barcelone – en opposition aux Jeux olympiques de Berlin sous le patronage d'Hitler. Des milices ouvrières auxquelles s'étaient joint des volontaires étrangers, y compris de France, tentaient alors de défendre la République espagnole contre le coup d'état du Général Franco, soutenu par les régimes de Hitler et de Mussolini.



Le X^{ème} : un haut lieu du mouvement ouvrier

Notre arrondissement abritait La Maison des Syndicats, au 33 rue de la Grange-aux-Belles. Là, s'est jouée toute l'histoire de la CGT entre 1909 et 1940. Les militants s'y regroupaient au départ des grandes manifestations, qu'on voyait descendre par la rue de Lancry.



MANUELLE TARTAKOWICZ - JOËL BIARD
LA GRANGE-AUX-BELLES
MAISON DES SYNDICATS
1906-1989



Réunion dans la salle du conseil

On retrouvait dans le X^{ème} de nombreuses coopératives ouvrières. Ces associations de producteurs et de consommateurs libres étaient nées clandestinement au 19^{ème} siècle. Elles servaient comme premiers points d'appuis du mouvement sportif ouvrier.

Le volley-ball

Le volley-ball a poursuivi une trajectoire particulière dans l'histoire des sports modernes. Cette activité a dû, en effet, se tracer un chemin singulier pour acquérir la reconnaissance qu'elle méritait et quitter un statut de « gentille distraction » qui lui colle toujours un peu à la peau. L'évolution de cette discipline au sein de la FSGT, grâce au travail de ses militants et de ses pratiquants, révèle surtout une forme d'acculturation originale et innovante qui aboutit à une version unique et atypique de ce sport populaire.



Dès sa naissance, le volley-ball est lié à la question de l'adaptation et de l'innovation. À l'origine, le coup de génie d'un professeur américain d'éducation physique des YMCA (Young Men Christian Association/Union chrétienne des jeunes gens) de lancer une nouvelle discipline, la « mantonette » (elle prendra le nom de volley-ball en 1917), inspirée à la fois par le basket-ball, inventé quatre ans plus tôt à une dizaine de kilomètres de là, et le tennis. Nous sommes en 1895. Peu compliquée, sans contact, ludique (avec des règles fort différentes d'aujourd'hui, tel le nombre illimité de passes, qui ne fut finalement fixé à 3 qu'en 1918), elle a été conçue pour que le maximum de personnes puisse s'y adonner avec toutefois un minimum d'effort physique. Sa diffusion à travers le monde eut ensuite beaucoup à la Première Guerre mondiale, lorsque les soldats américains, convoiés en Europe, amenèrent dans leur paquetage et y intériorisèrent leurs « freres d'armes » allés, par exemple les monteurs de l'école militaire de Joinville.

1936-38, volley-ball sur les bords de Seine ou de Marne, organisé par des adhérents du Club populaire de l'école rouge (Paris). (la collection France Demain)

L'AUTRE BALLON ROND

Le principal problème du volley-ball se cristallise donc déjà dans son statut, dans sa position au sein de la distribution des rôles parmi les sports. Il est d'abord traité avec un peu de condescendance comme une distraction qui prend le relais, après la saison « hivernale », des sports collectifs (ou sports co) traditionnels (football, etc.) ou d'athlétisme. De ce point de vue, le sport ouvrier d'alors, notamment dans les clubs de la Fédération sportive du travail (FST), une des deux composantes qui donneront naissance, en 1934, à la FSGT), s'inscrit dans ce courant dominant. Des quelques copains du foot du départ, elle compte jusqu'à une trentaine de personnes : « C'était dans les alentours de Paris, à Lagry, peut-être Noisy-le-Grand, on jouait au volley, on campait au bord de la rivière, d'un canal, de la Seine ou de la Marne... »

Un premier championnat aurait même été organisé dès 1934. L'exemple de l'URSS, où cette pratique via les organisations de jeunesse et de loisirs se répand rapidement (avec un premier championnat dès 1933), pesa évidemment. La fondation, en 1936, de la Fédération française de volley-ball (FFVB) se heurte à cette difficulté identitaire. En 1938, elle ne compte toujours que 6 clubs. Le premier championnat de France se déroule tranquillement sur la plage de Royan, en Charente-Maritime, très loin des grands stades ou gymnases.

La FSGT, née en 1934, essaie elle aussi d'inclure ses clubs à se lancer de manière plus conséquente et stable dans ce sport, notamment en profitant des premiers congrès payés pour le faire goûter au maximum de licenciés. « Jusqu'à ces derniers temps », lit-on dans Sport, la revue fédérale, du 15 juin 1938, « le volley-ball a été considéré comme un simple amusement.



Finale du tournoi du Camp d'Automne 1934 des sections Amis de la Nature de la Région Ile-de-France. (Photo Miror Sport / Jean Vergnes)

Un tournoi devint, un temps (à partir de 1932), la Coupe Miror Sprint de volley-ball (du nom d'une revue sportive hebdomadaire proche du Parti communiste français, créée en 1946 et disparue en 1971, dont les règles spécifiquement « les équipes participantes doivent être mixtes sans limitation numérique, c'est-à-dire qu'une équipe exclusivement féminine peut participer au tournoi » et sans catégories d'âge). (L'Ami de la Nature Paris, août-septembre 1933)

M. Patrick Dubouché, Henri Sigal, « CPS X, un club populaire et sportif au cœur de l'histoire du 10^{ème} arrondissement de Paris », Ed. du CPS X, 2002

L'arrivée au pouvoir du Front Populaire en Juin 1936 soulevait d'immenses espoirs. Ce gouvernement qui réunissait tous les partis de gauche adopta de nombreuses mesures qui amélioreraient le sort des salariés.

Le CPS X se renforça grâce à l'élan soulevé par le Front Populaire. La FSGT (Fédération Sportive et Gymnique du Travail), à laquelle est affilié le CPS, devint la première force sportive en région parisienne. C'était un changement de taille : jusqu'alors le sport collectif était surtout une activité réservée aux couches aisées et aux quartiers cossus.

Le gouvernement du Front populaire s'inspirait du programme de la FSGT. Son secrétaire d'état aux sports, le célèbre Léo Lagrange, favorisa la pratique de masse des activités physiques et sportives – une idée nouvelle à l'époque.

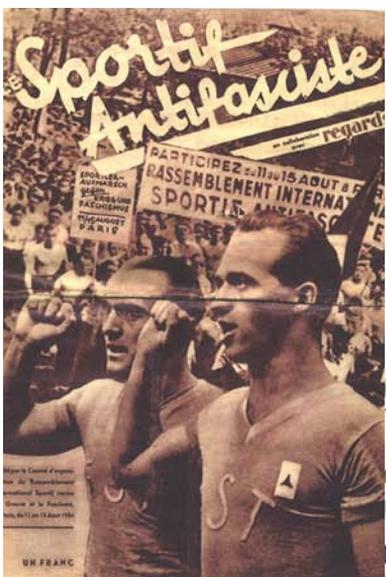


Occupation, Persécution et Résistance

Déjà des Français et des Immigrés

Le CPS X regroupait au côté de travailleurs français, beaucoup de jeunes immigrés, sans papiers pour certains, et parmi eux, de nombreux juifs d'Europe de l'est, des Italiens, des Espagnols, des Arméniens. Fuyant la misère et les persécutions, ils s'étaient unis autour de leur engagement commun contre toutes les discriminations et pour la défense de la République.

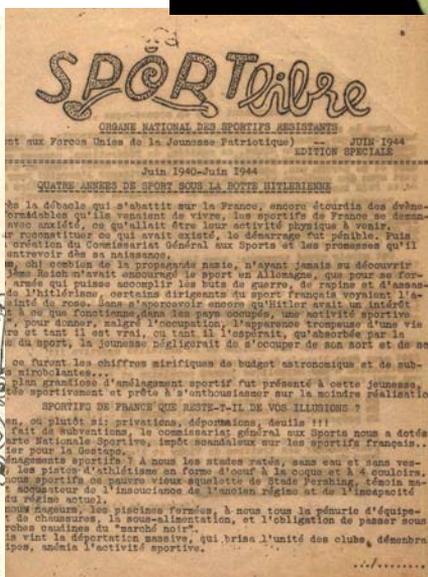
Des militants de la FSGT créent le réseau « Sport Libre » à l'initiative d'Auguste Delaune. Des membres du CPS en font rapidement partie, dont Henri Ségal, qui sera secrétaire du club.



Le sportif antifasciste, 1934. Coll. Musée de la Résistance nationale, Champsigny-sur-Marne.



Journal juif, 13 décembre 1935 Coll. Mémorial de la Shoah/CDIC.



Organe national du sportif résistant.

Lors de la deuxième guerre mondiale, des adhérents du CPS furent parmi les premiers résistants sur le sol français, s'attaquant à l'occupant nazi avec des moyens dérisoires. Ils furent traqués par la police française aux ordres du régime de Vichy et de l'occupant, et payèrent un lourd tribut : des membres du CPS furent fusillés, torturés à mort ou déportés en tant que résistants.

Encore plus nombreux étaient celles et ceux qui furent envoyés dans les camps de la mort uniquement parce que issus de familles juives.



Les rafles frappèrent en premier les familles juives des quartiers populaires du nord-est de Paris.



Celles et ceux qui ont été tués, celles et ceux qui ont survécu

Des membres du CPS X avant l'occupation

1. Anna Wolmark – 2. Samuel Tyszelman, fusillé – 3. Henri Schlos, mort en déportation – 4. Denise Grinbaum – 5. Thérèse Ghertman, résistante emprisonnée – 6. Aimé Brebion -7. Sylvia Brotfeld, morte en déportation – 8. Maurice Feld, fusillé – 9. Léon Russo – 10. Raymonde Royal, morte en déportation – 11. Roberte Ghertman, revenue de déportation – 12. Maurice Sadonne, morte en déportation.

CPS X – Au cœur de l'histoire du 10^{ème} arrondissement de Paris de Patrick Dubechot et Henri Ségal (Paris, 2002).



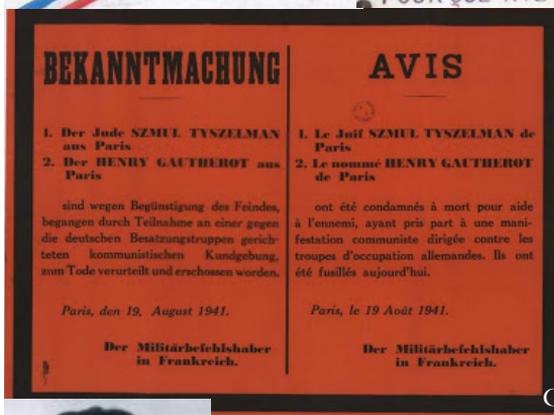
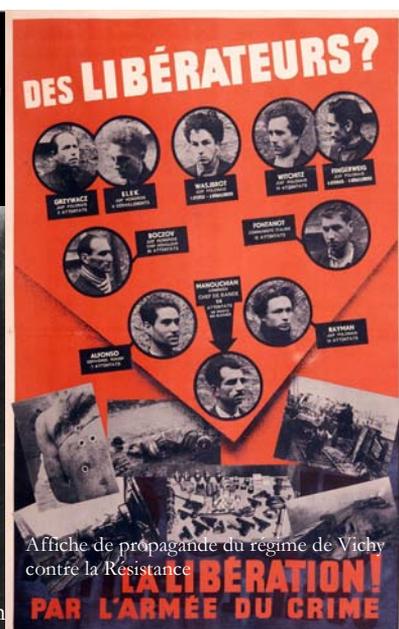
Membres de l'équipe de volley du CPS X en 1940

Ils voulaient s'éclater dans leur sport comme nous et profiter de la vie.

Les Nazis en avaient décidés autrement.



De gauche à droite, au premier rang : Georges Ghertman (Résistant, emprisonné en 1942. Un des Refondateurs du CPS en 1944) et Léon Rousseau ; *Au deuxième rang :* Sylvia Brotfeld (morte en déportation), Léon Brotfeld (déporté), Anna Wolmark, Simon Schos (mort en déportation), Isa, Samuel Tyszelman (fusillé en août 1941 après avoir participé à la première manifestation de rue contre l'occupant sur le Boulevard Saint Denis), Gaston Grinbaum (ouvrier tailleur, futur résistant du maquis du Plateau de Glières ; fait prisonnier, il s'évadera du Fort Montluc en 1944 ; il deviendra maire de Vigneux sur Seine de 1959 à 1979 ; son frère a été fusillé en 1941).



Pierre Georges, dit Colonel Fabien, abat, le 21 août 1941, à la station de métro « Barbès », un officier allemand. Il dira avoir « vengé son ami Titi ». Celui-ci, de son vrai nom **Samuel Schmulz Tyszelman**, membre du CPS, venait d'être condamné à mort et fusillé aux cotés d'un autre jeune, **Henri Gautherot**, le 13 août 1941. Leur tort : avoir pris part à une des toutes premières manifestations contre l'occupation, sur le Boulevard Saint Denis, avec quelques centaines de participants, dont une cinquantaines de membres du CPS.

L'historien Edmond Ronzevalle écrira :

« Le Club populaire sportif - sous cette étiquette anodine se cachait une véritable pépinière de résistants ».

